

# LE SOCIALISME

## DOCUMENT

### Le sionisme et l'Afrique

<https://english.almayadeen.net/articles/blog/zionism-and-africa>

**Le 24 décembre 2023**

Dans leur offensive de charme en Afrique, les sionistes exploitent l'image qu'ils veulent vendre dans le monde entier en tant que représentants légitimes du peuple juif.

L'Afrique et la « *guerre sainte* » contre l'islam

Depuis sa création, « Israël » a cherché des alliés et des clients en Afrique, comme dans le reste du monde. En 2017, il prévoit d'organiser un sommet « Israël »-Afrique au Togo, à l'instar des sommets en Europe, aux États-Unis, en Russie ou en Chine. « Israël » a claironné que Netanyahu rencontrerait « 25 dirigeants africains », mais en fin de compte, le sommet n'a jamais eu lieu parce que les dirigeants africains n'ont pas confirmé leur présence. Les pays africains soutiennent la lutte palestinienne et ne se laissent pas facilement tromper par la propagande blanchissante du sionisme. Ils comprennent que le sionisme est du colonialisme et eux-mêmes ont souffert et souffrent du colonialisme des puissances occidentales.

Jusqu'à son assassinat par l'OTAN en 2011, Kadhafi a mené ce soutien à la Palestine contre « Israël ». Le dirigeant libyen a déclaré à plusieurs reprises qu'il n'avait « rien contre les Juifs, mais contre le sionisme » et à propos du sionisme, il a également déclaré qu'« *il est à l'origine de chaque conflit en Afrique* ». Aujourd'hui, ce soutien à la Palestine est mené par l'Algérie et par l'Afrique du Sud, qui a une histoire très récente de son propre apartheid, et ils comprennent donc comment l'apartheid sioniste fonctionne en Palestine.

Lorsque l'Organisation de l'unité africaine a été transformée en Union africaine en 2002, les Israéliens ont tenté de conserver leur statut d'observateur, comme ils l'avaient fait dans l'organisation précédente (fortement contrôlée par les puissances coloniales), mais une coalition de pays dirigée par Kadhafi s'y est opposée. Il. Aujourd'hui, « Israël » tente encore par tous les moyens d'obtenir un tel statut et l'UA refuse encore jusqu'à présent. Mais les sionistes sont passés maîtres dans l'art de réécrire l'histoire, de conquérir les esprits et les cœurs par le subterfuge et la propagande, très sibylline et persistante.

L'universitaire américain Kevin Barrett, titulaire d'un doctorat. dans les études arabes, islamiques et africaines, affirme que les États-Unis sont une « colonie du sionisme » lorsqu'il analyse de manière critique la guerre contre le terrorisme menée par son propre gouvernement. Barrett définit la « *guerre contre le terrorisme* », lancée par Bush après le 11 septembre 2001, comme une « guerre sainte contre l'Islam ». Lui et d'autres chercheurs, tels que James Petras et Stephen Sniegoski, soutiennent que les États-Unis, avec le lancement de

la « *guerre contre le terrorisme* », ont adopté l'agenda israélien, agissant contre ses intérêts et défendant « *ceux d'Israël* », quelque peu inconsciemment, influencés par les sionistes. à l'intérieur et à l'extérieur de l'administration Bush, qui est allé jusqu'à définir publiquement la « *guerre contre le terrorisme* » comme une « *croisade* » et une « *guerre sainte* ».

Ce plan a commencé avec l'occupation de la terre sainte de l'Islam, la Palestine, et est devenu mondial lorsque l'empire américain en a fait partie. La nouvelle civilisation ennemie désignée par le maître du monde n'était plus la civilisation slave ou russe de la guerre froide, c'était désormais la civilisation arabe. Avec l'aide des États-Unis, le sionisme est allé beaucoup plus loin dans sa croisade contre l'Islam qu'il ne l'aurait fait seul.

Dans ce contexte, on peut trouver de nombreuses analyses bien documentées révélant l'érosion du soutien africain à la résistance palestinienne au fil des années, grâce à la maîtrise de la propagande du sionisme.

Les Israéliens ont conclu des accords de commerce et de services avec de nombreux pays africains. Elle propose principalement des services dans les domaines de la sécurité et de la vente d'armes, de l'agriculture, de la technologie et de la pharmacie. De nombreuses entreprises privées et publiques israéliennes vendent des armes et organisent des formations proposées aux gouvernements et armées africains. Il ne faut pas oublier que toutes les armes, ainsi que les systèmes d'espionnage et de surveillance, qu'un pays achète à « *Israël* » et à ses sociétés privées nécessitent une formation supplémentaire pour les utiliser. De plus, avec l'avènement très opportun du terrorisme, « *Israël* » est devenu le principal expert mondial dans la lutte contre cette forme de terrorisme. Elle a conquis des gouvernements assiégés par ce fléau comme le Kenya, le Tchad, le Mali et le Niger, entre autres. Dans certains cas, comme au Niger, cette situation pourrait être sur le point de changer avec l'arrivée de la Russie, avec laquelle le Niger a signé début novembre des accords antiterroristes.

Même si le gouvernement du Niger n'entretient pas formellement de relations diplomatiques ouvertes avec « *Israël* », comme c'est le cas de l'organisme économique régional CEDEAO, il existe pour l'instant un certain nombre de sociétés de sécurité privées qui opèrent librement dans le pays. Comme Kadhafi l'a prévenu, il ne faut pas sous-estimer la capacité des sionistes à entrer dans tous les conflits du continent et à en tirer profit. Lorsque les gouvernements n'établissent pas de relations ouvertes, leurs entreprises privées le font, et si celles-ci font l'objet d'un veto dans un pays, le travail de « *sécurité* » est effectué par des ONG israéliennes, comme on l'a vu à de nombreuses reprises sur tout le continent, où, sous la bannière de l'aide humanitaire, les armes et autres matériels tels que les diamants et les minéraux, ou encore l'espionnage, étaient échangés.

Les Israéliens fournissent des armes, des munitions et une formation aux militaires et aux services de renseignement de toutes les parties aux conflits. Elle arme non seulement les gouvernements, mais aussi les groupes terroristes comme la milice jihadiste Al-Nusra, et œuvre même pour assurer la « *sécurité* » du pillage des grandes multinationales dans les pays pauvres, comme Exxon Mobil en Guinée équatoriale ou Chevron au Nigeria.

### Répercussions du 7 octobre en Afrique

Le 15 octobre, Africa Intelligence (AI) a publié un article qui pourrait servir d'indice sur l'étendue de la coopération sécuritaire israélienne avec certains pays africains. Suite à

l'opération Al Aqsa du Hamas le 7 octobre, le ministère israélien de la Sécurité a informé le gouvernement de la République démocratique du Congo que tous les formateurs et techniciens israéliens présents au Congo devaient rentrer immédiatement chez eux. Il y a eu deux vols de rapatriement les 15 et 20 octobre consécutifs. Au total, Amnesty International affirme que le gouvernement israélien a convoqué 360 000 réservistes, un nombre énorme pour un « État » de moins de 10 millions d'habitants. Les programmes menés par les Israéliens, comme la formation à la surveillance par drone dans l'est du pays et d'autres comme la formation au tir, se sont soudainement et étonnamment retrouvés sans instructeurs.

En RDC notamment, les formateurs israéliens ont travaillé principalement pour Synergy GPM et Beni Tal Security (BTS), mais aussi pour Global CST et le Mer Group, entre autres. Certains des formateurs rappelés du Congo n'étaient pas si jeunes, explique AI, ayant séjourné dans d'autres pays africains pendant des années avant l'arrivée en RDC. Seuls une soixantaine de militaires israéliens sont restés au Congo car leur présence était considérée comme « *essentielle* ». Parmi ces experts incontournables figuraient notamment ceux de Global CST, la société de sécurité privée (filiale de la société publique Mikal Defence) du général Israel Zilberstein, ancien directeur des opérations des FOI et bien connu dans les milieux de la « *défense* » africaine.

Il faut dire qu'il n'y a pas que des agents et des sociétés israéliennes qui sont en charge de la « sécurité » dans l'Est de la RDC, qui subit des massacres de civils quasi quotidiennement depuis plus de 30 ans. Des acteurs de « *sécurité* » issus de multiples organisations internationales, régionales et étrangères, des entreprises privées de pays d'Europe de l'Est comme la Bulgarie ou la Roumanie opèrent dans la zone ; même la Chine, début novembre, avec quatre drones armés et leurs instructeurs correspondants, est devenue partie intégrante de cette "*Tour de Babel sécuritaire*", qui n'a pas obtenu de résultats positifs jusqu'à présent.

L'Ouganda, le Rwanda et le Maroc, les grands alliés

Pour un compte rendu complet des relations commerciales du sionisme en Afrique et dans d'autres pays, je vous recommande d'écouter la militante Susan Abulhawa dans cette conférence en ligne intitulée Le coût mondial de l'économie israélienne, dans laquelle elle documente, à partir de sources conventionnelles, l'industrie militaire mondiale israélienne, le trafic d'armes, les diamants, la surveillance, la formation de la police et le partage de renseignements avec de nombreux pays africains et autres. Susan Abulhawa affirme que « *tandis qu'un pilier de la richesse d'Israël repose sur les corps et le sang des Palestiniens, l'autre pilier repose sur les corps et le sang des Africains* ».

Les relations de l'Ouganda avec « *Israël* » ont toujours été dans l'ombre, même si elles n'ont pas été sans incidents, comme l'arrestation accidentelle dans ce pays africain de deux trafiquants d'armes israéliens liés au ministère de la Défense en 2014 ; Ou le scandale qui a frappé les médias dans les années 1990, parce que les Israéliens vendaient des armes aux zones de conflit sous embargo sur les armes, comme le Tchad, la Centrafrique, la République démocratique du Congo ou le Soudan du Sud (la France a même dénoncé à l'ONU qu'elle s'était emparée d'armes israéliennes dans ces pays), par l'intermédiaire de la police ougandaise, avec la participation du président Museveni lui-même. Soudain, toute l'enquête a disparu.

Dans leur offensive en Afrique, les sionistes exploitent l'image qu'ils veulent vendre dans le monde entier comme étant les représentants légitimes du peuple juif. En 2019, Netanyahu a déclaré au siège de la CEDEAO à Monrovia, au Libéria : « *Il existe une affinité naturelle entre Israël et l'Afrique, car nous avons, à bien des égards, des histoires similaires. Vos nations ont souffert sous la domination étrangère. Vous avez vécu de terribles guerres et terrible massacre. C'est en grande partie notre histoire.* »

Mais il y a un État en particulier qui ressent cette affinité avec le noyau dur, le Rwanda de Paul Kagame. Dans mon livre « *El genocidio que no cesa en el corazón de África* » [Le génocide incessant au cœur de l'Afrique], j'explique comment ces deux gouvernements sont de vrais frères et travaillent en étroite collaboration. "Israël", qui a toujours refusé de partager le rôle de "victime du génocide" avec un autre peuple, a accepté de le partager uniquement avec les vainqueurs de la guerre génocidaire au Rwanda, désormais au gouvernement. Ces deux régimes génocidaires et racistes partagent clairement une histoire réelle, ils sont tous deux des agresseurs criminels majeurs, qui jouent le rôle de victimes et leur impunité est fulgurante.

Grâce à la « *diplomatie de Kagame* », c'est sous la présidence rwandaise de l'UA que le Maroc a fait un retour surprise au sein de l'organisation continentale, qu'il avait quittée en 1984 suite à l'admission de la République arabe sahraouie démocratique comme membre à part entière. Immédiatement après, le Maroc est devenu le quatrième pays arabe (après Bahreïn, les Émirats arabes unis et le Soudan) à normaliser ses relations avec « Israël » grâce aux accords d'Abraham menés par les États-Unis.

Suite à ce coup de maître, le Maroc est devenu le partenaire idéal de l'OTAN et de l'Europe dans la lutte contre les migrations. En échange, le Maroc a obtenu l'affaiblissement ou le retrait du soutien des alliés de l'OTAN au Sahara occidental occupé par le Maroc et est devenu le principal partenaire de sécurité de l'OTAN à la porte sud de l'Europe et du continent africain. "Israël" est le principal fournisseur d'armes et de formation du Maroc dans son rôle de gardien des frontières de l'Europe, réprimant violemment et impunément la migration africaine vers l'Europe. La formation israélienne des armées, des policiers et des gardes-frontières du monde entier, et pas seulement au Maroc, consiste à apprendre à commettre avec une « *efficacité prouvée* » (c'est ce qu'ils vendent, prouvée en Palestine) toutes sortes d'abus et de tortures, y compris les exécutions extrajudiciaires.